

CR CONF CALL MAE

« LE COUP d'APRES COVID »

1/04/2020

De par ses relations progressivement éprouvées avec les ministères et institutions, l'I.R.C.E. était convié à une réunion téléphonique le 1er Avril 2020 avec Mme Amélie de Montchalin, Secrétaire d'Etat chargée des Affaires Européennes. L'I.R.C.E était finalement représenté par Didier Menusier, membre de notre Conseil d'Administration et proche des affaires publiques, suite à demande du Président, avec mise à disposition des quelques retours exprimés avec nos remerciements au sein de l'association qui a établi le compte rendu ci-après

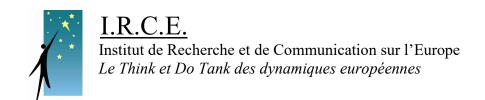
Cette initiative déclenchée dans de courts délais ne nous avait pas empêché de penser auparavant sur ce sujet avec notamment un premier article de fonds et courrier adressé au Commissaire aux crises, au-delà du relais de nombreuses informations, et d'une façon générale sur la gouvernance et les processus de fonctionnement et de développement, notamment via des articles et des courriers directement adressés, avec parfois réponses, aux instances dirigeantes après certaines consultations et exprimés régulièrement lors des vœux et des événements.

Elle va sans doute nous donner l'occasion de relancer nos travaux en la matière avec publications potentielles réalisant un équilibre entre les différents courants de pensées ou en affichant chacun avec analyses à charge et à décharge mais dans l'esprit actuel de notre association qu'il est important de rappeler et qui fait notre originalité et la reconnaissance de nombreux pays.

L'I.R.C.E. est un organisme associatif indépendant, apolitique et généraliste, qui œuvre sur les politiques publiques et les dynamiques entre acteurs à travers de nombreux sujets de gouvernance et de thématiques particulières, notamment économie, défense, transports, énergie et environnement, innovation, digital, géopolitique par des publications, des études, des événements, des idées et des projets généralement reconnus innovants considérant les réalités et les options mesurables, réalistes, réalisables et déterminées dans le temps. Dans une approche constructive, à charge et à décharge et avec une méthodologie originale structurée allant de la stratégie à la psychologie issues des plus grands cabinets de conseil, nous recherchons «ce qui est bon pour l'intérêt général européen» tout en considérant les aspirations de chacun de ses membres avec généralement l'identification des éléments communs et la considération des différences à prendre en compte à valoriser sans blâmer. Notre objectif est de continuer à nous développer de façon transverse en Europe.

FC

Tel: 00 33 (0)3 80 57 38 42 – www.irce-oing.eu – contact@irce-oing.eu



21 participants en ligne ; 11 représentants de Think Tank et organismes

Institut Montaigne	BAUQUET	Nicolas
IRCE - Institut de recherche et de communication sur l'Europe	CHARLES	François
Fondation Jean Jaurès	FINCHELSTEIN	Gilles
GEG - groupe d'études géopolitiques	GRESSANI	Gilles
Notre Europe - Institut Jacques Delors - Berlin	GUTTENBERG	Lucas
CERI - Centre de recherches internationales de science-po)	LEQUESNE	Christian
Notre Europe - Institut Jacques Delors	MAILLARD	Sébastien
EURADIO	MARTY	Simon
Fondation Robert Schuman - Bruxelles	MAURICE	Eric
Fondation Hippocrène	MERVILLE	Alexis
FONDAPOL - Fondation pour l'innovation politique	REYNIE	Dominique

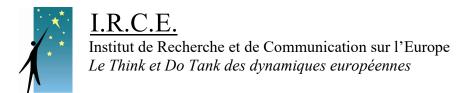
1 – Mme la Ministre rappelle les 3 questions sur lesquelles elle souhaite avoir les avis des participants invités :

- a) Comment percevons-nous la réponse Européenne à la crise Covid-19?
- b) L'Europe est elle en « danger de mort »?
- c) Et le jour d'après : comment repenser nos modes de fonctionnement ?

Mme la Ministre est consciente que nous sommes toujours dans la crise mais il lui paraît utile de recueillir nos avis pour éventuellement influer sur ce qui est mis en œuvre à ce jour et par ailleurs préparer la sortie de crise (la relance plutôt que le repli mais avec quels moyens ? la solidarité et la souveraineté à renforcer en parallèle ce qui peut être paradoxal).

Elle rappelle un certain nombre de dispositifs qui ont été mise en place en France et dans d'autres pays d'Europe. La Belgique et la Suède par exemple rejoignent la stratégie de confinement mis en place par de nombreux pays européens. Elle insiste sur la solidarité nouvelle qui s'est mise en place entre la France et l'Allemagne, la Suisse et l'Autriche quant à l'accueil d'environ 2000 malades frontaliers. Par ailleurs, elle pointe du doigt des comportements plus individualiste d'autres pays (vol de masques destinés à l'Italie par la République Tchèque ; non confinement des populations aux UK, en NDL mettant en danger celles de pays voisins...).

Au niveau de la Communauté Européenne et de ses différentes Institutions, elle met en exergue les actions suivantes :



- Recommandations sur le traitement du chômage,
- Aides pour la production / importation de matériel médical,
- Aides aux Etats, en particulier les plus faibles comme ceux de l'Est, et suspension de dispositifs de pénalités,
- Appui de la BCE,
- Mobilisation du Conseil Européen,
- Vigilance de la Commission Européenne soutenue par la plupart des Etats membres quant à des dérives vis-à-vis de l'Etat de droit de certains pays.

Et ensuite,

- Faut-il un plan de relance en sortie de crise ? sous quelle forme ? un plan Juncker bis
- L'idée que si certains pays ne repartent pas alors les pays voisins ne repartiront pas non plus est elle partagée ?

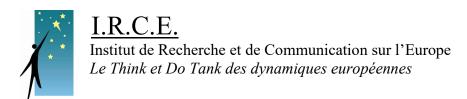
Les pays hors d'Europe ne doivent pas être oubliés ainsi que la dernière conférence des chefs d'Etats du 10 mars l'a relevée, notamment pour ceux de l'Afrique.

Enfin, la position de l'Europe dans un « jeu » pas toujours constructif des grandes puissances reste à définir / à préciser dans le cadre de cette crise. Le rôle du Budget européen pourrait être revu à travers des réallocations nécessaires car il est aujourd'hui trop rigide.

2 – Chacun des 11 représentants intervient à tour de rôle

Afin de faciliter la lecture et l'analyse, les propos sont repris ci-après par question.

- a) Comment percevons-nous la réponse Européenne à la crise Covid-19 ? Les intervenants soulignent que s'il y a eu des actions positives de l'Europe et de ses Institutions, il y a eu aussi de la lenteur de la confusion et que l'image qu'il en restera sera probablement négative. Ces propos sont en général tempérés par des compléments aux avis émis :
 - Les Etats membres eux-mêmes n'ont pas été toujours très clairs sur leur stratégie et les priorités d'actions,
 - Des Etats ont même pris des voies éloignées des valeurs de l'Europe,
 - L'Europe a fait ce qu'elle pouvait dans son champ de compétences et de capacités
 - Cette crise est d'une intensité sans comparaison historique pour les Institutions européennes. Après un temps de gestation, il y a eu au final des réactions bénéfiques à souligner en termes de coopération, de solidarité et de mesures d'urgence.
 - Les prises de position ambigüe de certains politiques renforce les pro-européens : des acteurs politiques de différents pays dont la ligne de conduite était jusqu'alors de demander moins d'Europe et qui face à cette crise se sont mis à réclamer plus d'Europe.



b) L'Europe est elle en « danger de mort »?

Les intervenants soulignent tous que l'Europe à ce stade n'est pas en danger de mort. Mais presque tous précise que le risque est réel si cette crise ne conduit pas par la suite à un important travail de refondation au niveau européen et au niveau de chaque Etat membre. La répartition des compétences est l'une des clefs.

Les avis des intervenants divergent notablement sur quelques points majeurs :

- le populisme dont l'évolution est constatée dans plusieurs pays (l'Italie, la Hongrie sont notamment citées) constitue-t-il un vrai risque pour l'unité de l'Europe ?
- l'image négative que certains citoyens et certains pays peuvent avoir de l'Europe suite à cette crise pourrait entraîner un détachement progressif
- les prises de position de l'Europe sur le réchauffement climatique constitueront probablement un indicateur d'évolution ou non pour beaucoup de citoyens européens.
- c) Et le jour d'après : comment repenser nos modes de fonctionnement ? Différentes propositions sont présentées :
 - Refondation de la Commission Européenne et de ses Institutions
 - Etre plus directif dans le respect des valeurs de l'Europe et de l'Etat de droit
 - Réallouer les budgets avec plus d'efficacité et de solidarité
 - Reconstruire l'alliance France / Allemagne tout en s'assurant de la multi latéralité avec les 27 Etats membres
 - Travailler sur les « rivalités » et a priori Nord / Sud et Ouest / Est.
 - Accepter des traitements différenciés par pays suivant sa situation y compris sur la souveraineté
 - Clarifier la position de l'Europe et de pays comme l'Italie et la Hongrie, vis-à-vis de la Chine, des USA

3 – Conclusion et suites

Mme la Ministre prévoit d'affiner sa vision et ses propositions d'actions (l'en cours et la sortie de crise) dans les semaines à venir pour qu'elles soient présentées au Président.

Au-delà des éléments recueillis lors de cette réunion téléphonique, elle est preneuse de propositions écrites que nous voudrions lui faire parvenir.

Tel: 00 33 (0)3 80 57 38 42 – www.irce-oing.eu – contact@irce-oing.eu